Zeitschrift: Schweizer Monatshefte : Zeitschrift für Politik, Wirtschaft, Kultur
Herausgeber: Gesellschaft Schweizer Monatshefte
Band: 54 (1974-1975)
Heft: 3

Artikel: L'Europe sans illusions
Autor: Freymond, Jacques
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-162966

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.10.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Entsprechend dem magischen Drei-, Vier- oder Vieleck der Nationalökonomie verhalten sich diese vier Ziele Frieden, Unabhängigkeit, Freiheit und Gleichheit zueinander teils harmonisch, teils antinomisch, teils indifferent. Freiheit und Gleichheit, Frieden und Unabhängigkeit bedingen und gefährden sich gegenseitig. Ein gewisses Mass an Gleichheit ist notwendig zur Sicherung der Freiheit; aber einseitige Betonung der Freiheit schwächt die Gleichheit und umgekehrt. Und ebenso ist ein gewisses Mass an Unabhängigkeit notwendig zur Sicherung des Friedens; aber allzu starke Betonung der Unabhängigkeit hindert die Errichtung einer Friedensordnung – und umgekehrt.

JACQUES FREYMOND

L'Europe sans illusions

Nous sommes aujourd'hui entre Européens. Peut-être pourrions-nous nous contenter de méditer chacun pour nous. Car tout a été dit – surtout depuis octobre dernier et non seulement à l'Ouest – sur la crise que traverse notre continent.

Mais nous avons le devoir de vivre et de faire vivre. Il n'y a pas d'espoir pour l'avenir si nous n'avons pas la volonté d'agir dans le présent. Et l'action n'est possible qu'après un diagnostic. J'essayerai donc, comme tant d'autres, d'en établir un, dépouillé d'illusions si la chose est possible à celui qui vit l'événement et dont l'existence est en jeu.

Tout d'abord de quelle Europe parlons-nous? De l'Europe atlantique? De l'Europe qui, depuis 1947, tente de se constituer comme une entité politique? De l'Europe paneuropéenne de Coudenhove-Kalergi et de la Conférence européenne pour la Sécurité et la Coopération?

La question peut paraître impertinente; et pourtant elle doit être posée comme une condition de la définition de cette identité européenne dont on parle depuis des mois. L'Europe, nous le savons, n'a pas de frontières. Elle s'ouvre sur la plaine du Nord, sur la Méditerranée, sur l'Atlantique. A ceux qui auraient oublié cette vérité élémentaire, l'histoire récente, celle que nous vivons, la rappelle de manière parfois brutale.

La construction de l'Europe de l'Occident impose donc des choix que l'existence des liens tissés avec le reste du monde à travers les siècles rend singulièrement difficiles. Ce sont les autres, ceux de l'extérieur, qui peu à peu nous y contraignent: la Deuxième guerre mondiale a fixé les frontières à l'Est; la décolonisation, la progressive prise de conscience par les pays du Tiers Monde de leur capacité politique et de la possibilité qui leur est offerte de mobiliser leur potentiel économique, conduisent à la formation d'un front Sud. L'Europe est ainsi poussé vers l'Atlantique Nord, vers la puissante Amérique à laquelle elle s'est accrochée aussi longtemps qu'elle avait besoin d'être protégée et qui aujourd'hui, sans ménagement, la met à son tour devant l'obligation, peut-être salutaire, de faire un choix, ou tout au moins de procéder à un nouvel examen de conscience.

Car, à travers le rebondissement du dialogue atlantique c'est la question de l'indépendance de l'Europe occidentale, ou plus précisément de sa capacité de mener une politique indépendante, qui est à nouveau posée. La constitution d'un grand marché européen a donné aux nations qui s'y intégraient un poids économique considérable qui se mesure par le pourcentage de leur participation au commerce mondial; mais il ne leur a pas conféré un poids politique. L'Europe conserve un pouvoir d'attraction et de rayonnement comme centre d'une civilisation encore créatrice, mais elle se sent vulnérable et les autres le savent: insuffisance des matières premières, insuffisance des ressources énergétiques, insuffisance aussi des moyens militaires et bientôt peut-être, à travers le renversement de la balance des paiements, insuffisance de capitaux propres.

La dernière crise du Moyen-Orient a mis à nu les faiblesses de l'Europe; les négociations de ces derniers mois ont révélé ses contradictions.

L'Europe n'a pas de politique extérieure

La formule peut paraître trop abrupte si l'on se réfère aux accords négociés et conclus par la Communauté avec les pays tiers et aux efforts visant à une harmonisation des politiques étrangères des Etats membres dans certaines grandes négociations internationales, celles qui ont été conduites sur la Sécurité et la Coopération paneuropéennes. Mais il faut constater que dès qu'une crise sérieuse s'ouvre, les gouvernements prennent leurs distances et se préoccupent tout d'abord de leurs intérêts nationaux.

Nous n'allons pas nous perdre dans l'évocation d'exemples trop nombreux de désaccord, ni dans la recherche trop facile d'un bouc émissaire. Ce qui devrait nous intéresser c'est l'analyse des raisons de la prépondérance des forces centrifuges. Et cette analyse doit être conduite non en se référant à des modèles théoriques élaborés par les économistes et les polito-

logues, à des théories de l'intégration telles que les conçoivent des technocrates, mais en situant les problèmes dans l'espace et dans le temps.

Tout d'abord il est évident que la situation et la structure géographiques de l'Italie, de la France, de l'Allemagne fédérale, des Iles britanniques, des pays scandinaves jouent un rôle, non pas déterminant mais important, dans la manière qu'ont les habitants de ces pays et leurs gouvernements de regarder le monde. Les uns sont tournés vers la Méditerranée, les autres sur l'Atlantique, la Mer du Nord, la Baltique ou vers l'Europe danubienne et balkanique. Les voisinages sont différents comme le sont ce qu'on appelle les perceptions de la menace. La diversité des ressources du sol et du sous-sol, des moyens énergétiques, du potentiel industriel, de la capacité financière – cette diversité dont chaque crise aiguise la conscience – contribue à infléchir les politiques.

A cela s'ajoute le fait fondamental que chaque nation aborde l'Europe dans une perspective historique différente. L'image qu'elle se fait d'elle-même – une image formée dans la longue durée par la combinaison des constantes et des variables, par l'alternance des heurs et des malheurs – est projetée sur le présent, inspirant des comportements souvent contradictoires. La République fédérale d'Allemagne est inégalement marquée, dans son conscient et dans son subconscient, par le Saint-Empire, par la période dite des «libertés germaniques», par l'ascension de la puissance prussienne, par les luttes pour l'unité, par le thème de la *Mitteleuropa*, par Rapallo, par la *Grossraumwirtschaft* du Troisième Reich, par le traumatisme nazi, par les relations spéciales qui se sont établies avec les Etats-Unis à partir de 1933. Elle est marquée inégalement, par quoi j'entends dire que l'influence du passé ne s'exerce pas de manière homogène et continue, que le souvenir historique passe du subconscient au conscient en fonction des circonstances et des hommes. Dans une période d'accélération de l'histoire comme celle que nous vivons, les grands thèmes historiques sont constamment confrontés. Les substrats de l'*Ostpolitik* et de l'Alliance atlantique sont interprétés selon les expériences personnelles.

L'Italie d'aujourd'hui est à la fois romaine, sicilienne avec Frédéric II de Hohenstaufen, florentine et vénitienne avec la Renaissance, piémontaise avec Cavour, garibaldienne et mazzinienne, mussolinienne, migrante et, comme au moyen-âge, divisée par la querelle entre le pape et l'empereur, par le conflit entre le pouvoir religieux et le pouvoir laïque. Sa conception de la politique extérieure de l'Europe sera donc marquée par sa vocation méditerranéenne, par l'influence de la diaspora italienne, par le conflit interne entre démocratie chrétienne et communisme aussi bien que par la conscience de l'insuffisance de ses ressources et de sa position marginale dans le débat atlantique.

L'Angleterre reste insulaire et océanique. Elle s'est dégagée de son Empire, mais elle n'en continue pas moins à regarder l'Europe de l'extérieur. Son choix européen n'est venu qu'au terme d'une longue retraite forcée des autres continents. Il n'a été acquis qu'à une faible majorité parlementaire et sans qu'on puisse évaluer l'opinion profonde du pays. L'Australie, et la Nouvelle-Zélande occupent une plus large place dans ses relations extérieures que l'Europe de l'Est. L'Europe n'est qu'un des voisins possibles des Anglais et pour l'instant la Méditerranée n'est plus une route maritime essentielle.

Quant à la France, elle est marquée par sa vision française d'une civilisation rayonnant chez ses voisins, par la conviction plus forte chez elle que chez d'autres d'avoir un message à diffuser. Si l'Angleterre impériale a porté le fardeau de l'homme blanc, elle n'en est pas moins restée insulaire. La France, elle, a une autre manière d'être provinciale, c'est de ne pas douter de la valeur politique de son ascendent intellectuel. La France d'aujourd'hui – celle de tous les partis – même si elle ironise sur «nos ancêtres les Gaulois», n'a oublié ni Richelieu, ni Louis XIV, ni la Révolution. Lorsqu'elle aborde les Etats-Unis elle pense à La Fayette; lorsqu'elle songe à l'Allemagne, à la Russie, à l'Angleterre, elle revoit et revit parfois les grands affrontements du siècle dernier. Et on ne comprendrait pas sa politique méditerranéenne si on ne se référait pas aux Croisades, aux Echelles du Levant, à la querelle des Lieux-Saints.

Tout cela n'est dit que pour nous permettre de mesurer la dimension historique des problèmes que l'Europe doit affronter et la difficulté que nous éprouvons non pas tant à nous dégager d'un passé auquel nous appartenons, parce que nous en sommes les fils, qu'à le mieux saisir pour infléchir nos politiques nationales dans le sens de l'histoire.

Car les nations ne se laissent pas brusquer. Ce que nous appelons la rupture révolutionnaire n'est que formule d'intellectuel. Le révolutionnaire au pouvoir devient aussitôt conservateur et n'a pas de souci plus immédiat que de réimplanter son régime dans l'histoire de son pays. Une des erreurs les plus fréquemment renouvelées dans la politique européenne de ces dernières années a été d'imaginer qu'on pouvait créer une *nation européenne;* car cette nation européenne n'existe pas. Ce qui existe, en revanche, c'est une *Europe des Etats* qui peu à peu se constitue par une harmonisation des politiques. Une harmonisation dont la cadence s'accélère ou se ralentit au gré des circonstances, comme une résultante de l'affrontement permanent des pressions extérieures et des résistances internes.

Ces résistances internes ne sont pas seulement celles que crée la volonté de protéger un intérêt national. Elles proviennent plus encore de la crise générale de l'ordre social qui n'épargne aucun de nos pays. La révolution

scientifique remet en permanence en question les rapports économiques et sociaux et les structures politiques, en obligeant les gouvernements à se concentrer sur les problèmes dits internes. On n'a pas le temps de s'occuper des autres, à moins qu'ils n'apparaissent comme des gêneurs ou qu'ils n'offrent des motifs d'évasion. L'inflation peut être considérée comme «importée», il n'en reste pas moins qu'elle aggrave partout les contradictions sociales et qu'elle contraint les gouvernements à établir une hiérarchie des urgences où la politique étrangère passe au second plan. Partout, on l'a constaté, les gouvernements sont sur la défensive, isolés, usant leurs forces à préserver leurs troupes contre les assauts grignoteurs de la coalition hétérogène des insatisfaits.

Comment, dans ces conditions, élaborer une politique extérieure commune? La situation, si difficile qu'elle soit, n'est pas désespérée; mais encore faut-il s'assigner des objectifs concrets et limités.

Rétablissement d'un concensus

De toute évidence la première préoccupation devrait être une harmonisation des politiques économiques nationales et européennes, de manière à réduire un taux d'inflation qui, en exacerbant les contradictions sociales, débouche sur des régimes autoritaires de type fascistes. Ceci n'est pas possible sans une discipline sociale qui, en régime démocratique, ne peut être que librement consentie. Une discipline sociale qui, à travers des formes souples et efficaces de participation et même des mesures fiscales sévères, n'ira pas sans sacrifices. Une discipline sociale qui impliquera également une interpénétration de la théorie et de la pratique, un renouvellement par conséquent de notre système de formation qui isole l'intellectuel du praticien.

Ce sont là des problèmes considérables auxquels je me borne à faire allusion pour souligner ce qui me paraît être l'objectif principal: le rétablissement d'un consensus, la réaffirmation d'une volonté de vivre en commun à l'intérieur de communautés nationales intégrées et ouvertes, de ce fait, à une coopération avec les autres communautés nationales. L'Europe ne doit pas être un alibi, un refuge, un moyen de transférer à l'extérieur, à un niveau de décision supérieur, la solution de problèmes qu'il appartient à chacun de nos pays de résoudre à son niveau.

Cette volonté de vivre en commun doit également s'exprimer par une affirmation de la volonté d'assurer nous-mêmes – et tout d'abord – notre propre défense. Si nous nous en remettons à d'autres du soin d'assurer notre protection, nous nous plaçons dans une situation de dépendance. De

ce point de vue les «algarades» de M. Kissinger et du président Nixon peuvent être considérées comme un bienfait. Car le style même du président des Etats-Unis et de son Secrétaire d'Etat nous contraignent à reconnaître qu'il ne peut y avoir de *partnership* entre égaux aussi longtemps que les Européens ne sont pas capables de se défendre militairement. Michel Jobert a raison de dire, sur le ton paisible qui est le sien, qu'il est de l'intérêt des Etats-Unis d'empêcher un renversement du rapport des forces en Europe et que dès l'instant qu'une coïncidence des intérêts est présentée comme un service en contrepartie duquel on établit une subordination politique, la dignité exige qu'on refuse ce type de protection. La crise actuelle des relations atlantiques pourrait donc avoir un effet salutaire.

De même ne devons-nous pas regretter, si pénible que cela soit pour notre amour-propre, la crise du Moyen-Orient. En 1956, l'Europe avait dû renoncer à sa prépondérance en Méditerranée. Octobre 1973 a contraint l'Europe a reconnaître non seulement qu'elle n'avait plus d'influence à l'intérieur d'un domaine qu'elle considérait comme réservé, mais, plus encore, a souligné l'absence de toute politique étrangère. Nous sommes arrivés ici à ce que nous pourrions considérer comme le moment de la vérité. Peut-être serait-il possible d'en tirer un bénéfice si nous parvenons à nous accepter tels que nous sommes.

Nous devons reconnaître que nous n'avons plus les moyens d'intervenir dans le monde lorsqu'éclate une crise militaire. Plus encore, nous devons admettre que même si nous en avions les moyens, nous ne sommes plus disposés à assumer les risques de cette intervention. Cela signifie, en d'autres termes, que nous avons à chercher d'autres moyens d'exercer notre influence. Notre objectif ne peut être que la recherche de la conciliation.

L'Europe, ainsi, devrait s'efforcer d'agir sur la scène internationale par l'intermédiaire de l'ONU. Or, elle dédaigne cet instrument dont se servent les Etats du Tiers Monde. Mais encore faudrait-il, pour y parvenir, réaliser une véritable concertation des politiques étrangères des Etats européens. Cette concertation implique la reconnaissance du fait que le seul dénominateur commun est une politique de neutralité. En fait, l'Europe se trouve devant un choix: ou bien les Etats poursuivent des politiques étrangères distinctes, dictées par la considération d'intérêts nationaux; et l'Europe, bien loin de se faire, se désintégrera. On bien les Etats saisiront qu'ils ont un intérêt commun à grouper leurs forces et à concerter leurs politiques et ils devront renoncer à viser des objectifs particuliers, ce qui les amènera à donner la priorité à la formation d'une Confédération d'Etats.

Il s'agira alors de définir les objectifs de cette politique étrangère d'une Europe neutre, mais pratiquant une neutralité active qui, à son échelle, ne sera certes pas sans influence.

Une politique européenne de sécurité

Cette politique étrangère doit reposer sur une conception européenne de la défense, c'est-à-dire sur une politique militaire de dissuasion. Or, pour être crédible, cette dissuasion doit s'appuyer sur une volonté affirmée explicitement de résister à toute tentative de modifier par la force le statut territorial et les régimes démocratiques qui garantissent le caractère pluraliste de l'Europe occidentale. L'élaboration d'une conception européenne de la défense militaire n'implique pas forcément une rupture avec les Etats-Unis ou une dissolution de l'OTAN. Mais elle ramène les Etats-Unis à leur rôle normal qui est d'apporter une garantie supplémentaire de sécurité au niveau du système mondial. Il s'agit donc de sortir du dilemme ou de l'alternative dans laquelle les Etats européens se sont laissé acculer, par leur propre faiblesse, entre une Europe atlantique et une Europe européenne.

De même importe-t-il de se dégager d'un autre type d'alternative entre confrontation avec les pays européens appartenant au système socialiste et une détente synonyme d'abandon. En fait, il s'agirait d'élaborer un système européen de sécurité régionale comprenant tous les pays d'Europe, à l'exclusion des deux grandes puissances. Ce système régional européen pourrait apporter une satisfaction à ceux qui cherchent à garantir deux types de sécurité, contradictoires dans une certaine mesure.

Il est clair, en effet, que les Européens dans leur ensemble cherchent à assurer leur sécurité nationale, à protéger leur patrimoine national. Quiconque est allé en Europe de l'Est sait combien Roumains, Polonais, Yougoslaves, Hongrois, Bulgares, Tchécoslovaques ont cherché à s'enraciner dans leur histoire. Or, dans cette recherche de la sécurité nationale, de l'identité nationale, ils tendent les uns et les autres à chercher ailleurs à l'Ouest un contrepoids à la puissance de leur voisin russe. On retrouve dans une certaine mesure un phénomène analogue à l'Occident où l'effort de définition d'une identité européenne se fait dans un dialogue avec les USA. Simultanément tous se préoccupent de la protection de leurs systèmes sociaux, ce qui les conduit à rechercher l'appui de leurs protecteurs extérieurs.

On pourrait donc imaginer que les Etats européens, tout en participant au niveau de l'ONU au système de sécurité dans lequel les grandes puissances jouent un rôle prépondérant, constituent un système de sécurité paneuropéen dont les deux grandes puissances à intérêt mondial ne feraient pas partie, mais auquel elles seraient reliées par le truchement de l'ONU. On connaît l'objection déjà faite: certains des grands Etats européens à vocation historique mondiale ne veulent pas être ramenés à un rôle régional. C'est même sur ce point que paraissent s'affronter les deux ministres des

affaires étrangères de la France et des Etats-Unis. Et c'est bien pourquoi il est essentiel de reconnaître que cette vocation mondiale appartient au passé.

D'autres possibilités d'influence sont ouvertes. En Europe même où on ne doit pas exclure l'éventualité d'un développement des échanges économiques, scientifiques et même culturels. Je sais bien qu'à l'heure actuelle les perspectives ne sont pas très encourageantes. En fait, les travaux de la Conférence européenne pour la Sécurité et la Coopération n'ont pas encore apporté de résultats concrets et positifs. Mais on ne doit pas s'imaginer que des progrès rapides sont possibles. Ce qui importe aujourd'hui c'est de passer du stade de l'affrontement à celui de la confrontation, de négocier sans relâche, de se rassurer mutuellement, car les uns et les autres sont sur la défensive. Il a fallu plus d'un siècle et demi pour passer des guerres de religions à une coexistence pacifique. Les remous causés par la Révolution française se sont étalés sur l'ensemble du 19e siècle. Ceux qu'a provoqués la révolution bolchévique secouent encore l'Europe du 20e siècle. Mais peut-être que la découverte qu'il n'y a d'alternative à la coexistence pacifique que la destruction nucléaire calmera les esprits.

A cette tâche historique, qui consiste en fait à élaborer une *Ostpolitik* pour l'ensemble de l'Europe, s'en ajoute une autre de portée mondiale, qui est de définir une politique européenne à l'égard du Tiers Monde.

Europe et Tiers Monde

La crise du Moyen-Orient n'a pas seulement révélé la dépendance dans laquelle l'Europe se trouvait à l'égard du Tiers Monde en ce qui concerne son ravitaillement en pétrole. Elle a posé le problème de la balance des paiements qu'aucun gouvernement n'est encore en mesure de résoudre parce qu'il n'a pas encore pu en évaluer l'ampleur. Je sais bien que certains économistes ont échafaudé aussitôt des mécanismes ingénieux et démontré que ce renversement de la balance des paiements pouvait être absorbé grâce à la flexibilité de notre système économique. Je n'ignore pas qu'on s'est efforcé de démontrer que l'unité du monde arabe était plus apparente que réelle, et qu'il y avait des limites à la possibilité d'exploitation de l'acheteur par le producteur.

Cependant les relations entre nations ne se laissent pas enfermer dans des accords conclus entre banques centrales. Ce que nous savons c'est que nos sociétés avancées sont plus vulnérables, moins flexibles que les sociétés sous-développées, que dans une confrontation qui portera non seulement sur la livraison du pétrole, mais sur son prix et demain sur le prix

des matières premières, l'Europe est dans une position de faiblesse, par rapport au Tiers Monde mais aussi par rapport aux Etats-Unis et même à l'URSS.

C'est donc une raison de plus pour élaborer une politique européenne à l'égard du Tiers Monde. Une politique européenne qui pourra s'appuyer sur une puissance économique qui n'est pas négligeable, sur une expérience historique durement acquise et sur le fait que l'Europe s'est libérée de l'hypothèque de l'impérialisme colonial. Cette politique ne sera pas forcément en contradiction ou en opposition avec celle des Etats-Unis. Elle pourra être poursuivie non pas seulement dans des confrontations directes comme celle qu'on envisage à travers la Méditerranée, mais dans le cadre des Nations Unies.

Elle ne peut cependant être mise en application que si un accord s'établit au niveau de gouvernements qui s'appuient sur des nations conscientes de la menace pesant sur leur existence et capables de consentir les sacrifices nécessaires. Je voudrais espérer que cela sera possible.

Conférence donnée le 21 mars 1974, à Zurich, dans le cadre des «Journées européennes» de la Fondation européenne pour l'Economie (Paris).

VICTOR H. UMBRICHT

Blauhelme

Der vierte israelisch-arabische Krieg, der am 6. Oktober 1973 begann und in den Tagen vom 20. bis 24. Oktober zögernd sein vorläufiges Ende mit einem von der UNO vermittelten Waffenstillstand fand, hat *einer* friedenssichernden Massnahme der Weltorganisation erneut grossen Auftrieb gegeben und sie in den Mittelpunkt der Aufmerksamkeit gerückt: der Entsendung von «Blauhelmen» an die Waffenstillstandsfronten. Am 27. Oktober genehmigte der UN-Sicherheitsrat einstimmig – bei Stimmenthaltung Chinas – den von Generalsekretär Dr. Waldheim ohne jeglichen Zeitverlust unterbreiteten Vorschlag, ein UN-Korps von rund 7000 Mann zur Überwachung der Waffenruhe an die diversen Fronten des jüngsten Nahostkriegs zu entsenden.